

IL EST DÉCÉDÉ HIER À PARIS DES SUITES D'UNE LONGUE MALADIE

Abdelkrim Djaâd nous quitte à l'âge de 65 ans

Triste nouvelle pour la presse algérienne : Abdelkrim Djaâd, l'un de ses pionniers, est décédé hier à l'hôpital Cochin de Paris, des suites d'une longue maladie. Père de quatre enfants dont notre confrère Anis, Djaâd laisse derrière lui une longue carrière, pleine et qui aura traversé trois époques différentes de l'histoire de la presse algérienne et du pays tout court.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Plume redoutable et acerbé, Djaâd a marqué par son style et son tempérament des générations de journalistes et de lecteurs depuis l'époque où, malgré la chape de plomb sous le parti unique, il exerçait comme rédacteur en chef du fleuron de la presse nationale dans les années 80, *Algérie Actualité*. En peu de temps, cet hebdomadaire connaîtra un succès fulgurant grâce à des plumes d'un grand talent, à sa consistance, à sa rigueur intellectuelle et surtout à un ton exceptionnellement «osé» pour l'époque.

L'avènement du pluralisme politique puis médiatique de la fin des années 80 et des débuts de la décennie 90 sera vite terni par la déferlante islamiste et terroriste. Djaâd sera parmi ceux qui prendront l'avant-garde de ce

nouveau combat qui s'impose à l'Algérie, celui de la lutte contre l'obscurantisme, en plus des résidus de la pensée unique. Cela donnera lieu à la naissance de *Ruptures*, dont le nom est en soi suffisant pour en deviner la ligne éditoriale. Avec feu Tahar Djaout, cet autre géant de la presse nationale, le premier journaliste algérien assassiné par les hordes



Abdelkrim Djaâd.

intégristes, le défunt Abdelkrim Djaâd fondera cet hebdomadaire d'une qualité remarquable et qui

constituait le cauchemar des islamistes et des segments les plus conservateurs du pouvoir. En

2004, Djaâd tentera une nouvelle aventure éditoriale en lançant un nouvel hebdomadaire, *La Nouvelle Algérie Actualité*. Une expérience qui ne durera pas car ne cadrant pas avec la liberté de la presse version Bouteflika ! Ce qui n'empêchera pas cette redoutable plume de «sévir» à chaque fois via certains titres de la presse indépendante comme *Le Soir d'Algérie* ou *l'Expression*. Mais aussi sous la forme d'ouvrages ou de romans car Djaâd était aussi un écrivain de renom. M. Hamid Grine, ministre de la Communication, a présenté en fin de soirée ses condoléances à la famille du défunt.

K. A.

Djaâd, au revoir père

C'est confirmé, Abdelkrim Djaâd vient de mourir. Je viens de perdre mon père, et là je perds mon professeur. Mon gourou. Il m'a tout appris. Les lettres et la vie.

Il m'a aidé, ici, à Alger. Là-bas, dans l'émigration. J'aurais pu finir sous une tente si Abdelkrim ne m'avait ouvert son cœur.

Un homme nourri par les blessures qui a été hébergé dans une maison close «offerte» par le pouvoir algérien aux artistes. Faut-il pleurer sa disparition aujourd'hui ou applaudir les manifestants qui célèbrent le Prophète ? Serait-il possible

d'égrainer, ici, tous les grands reportages qu'il a accomplis ? Abdelkrim Djaâd vient de mourir. Il m'a appris à écrire. Comment le pleurer après avoir pleuré mon père ?

Directeur de rédaction d'*Algérie Actualité*, il m'a souvent appelé à revenir au calme, à la vie, à mes enfants. J'ai vécu quelques-unes de ses déchirures, de ses blessures. Je n'ai jamais osé commenter cela. Comment dire à l'aîné qu'on n'est pas d'accord ? A l'aise.

J'ai aimé Djaâd. J'ai aimé ce père. Il vient de me quitter. J'ai mal.

Djaâd était directeur de *Ruptures*, un journal, aujourd'hui, mort. Qui a valu la vie à Tahar Djaout. Abdelkrim, pionnier du journalisme, du reportage vient de nous quitter.

Kabyle ? Arabe ? Il ne s'est jamais posé la question. Musulman, Chrétien, Athée, laïc ? Il ne s'est jamais posé la question.

Djaâd était un gueulard, ses tonitruants et mythiques coups de gueule vont nous manquer.

Adieu mon ami.

Meziane Ourad

CRÉATION D'ENTREPRISES OPÉRANT DANS LES TIC

Le développement d'un contenu national incontournable

Un salon consacré aux start-up ou entreprises émergentes opérant dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) sera organisé en février.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a indiqué hier, lors d'une visite au Cyberparc de Sidi-Abdallah (Zeralda), en compagnie de la ministre de la Poste et des TIC, Zohra Derdouri. L'occasion de booster le développement des start-up innovantes, de démontrer les aptitudes à l'entrepreneuriat des jeunes, considérera Mohamed El Ghazi. Répondant aux préoccupations exprimées par certains

promoteurs innovants, évoquant les lourdeurs bureaucratiques et des contraintes de financement, le ministre du Travail se vould rassurant. Il évoquera la dynamique engagée en ce sens notamment par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej).

Ayant déjà financé quelque 8 434 projets de microentreprises TIC (dont 727 en 2014 et une prévision de doublement en 2015), à hauteur de 20,56 milliards de dinars, l'Ansej qui se fixe l'objectif de 10 000 microentreprises financées à l'horizon 2019 a développé une démarche de modernisation et allègement des procédures et s'implique dans le financement tant du Hardware que du Software.

A charge, cependant, que ces start-up innovantes s'impliquent dans le développement de solutions et applications, de produits

et prestations à contenu national. Une nécessité, selon la ministre des TIC, qui appellera les promoteurs innovants à développer des produits qui répondent aux attentes et besoins du marché local.

Il s'agit en fait de conforter l'émergence d'une production technologique nationale, relèvera la ministre qui citera le rôle du centre d'études et de recherches en place au niveau du Cyberparc et indique par ailleurs que l'establishment universitaire et de recherche est déjà impliqué dans cette perspective.

Ce que Mohamed El Ghazi appuiera en indiquant que l'Ansej a engagé un partenariat avec une cinquantaine de structures universitaires nationales en vue de vulgariser l'entrepreneuriat. Une problématique que les deux départements ministériels s'engagent en fait à

traiter, des réunions étant prévues pour examiner la situation, identifier des moyens d'action et tracer des perspectives, selon les propos de la ministre des TIC.

Opérationnel sous l'égide de l'Agence nationale de développement et promotion des parcs technologiques (ANPT), le Cyberparc de Sidi Abdallah héberge actuellement au niveau de son incubateur d'entreprises 62 porteurs de projets et une quinzaine de start-up en démarrage et 36 entreprises au niveau de l'espace multi-locataires.

Une vingtaine de start-up innovantes ont été créées au niveau du Cyberparc depuis 2010, indiqueront des responsables de l'ANPT qui précisent que l'infrastructure dédiée a hébergé quelque 118 entreprises depuis 2009.

Cherif Bennaceur

FACTEURS D'UNE BONNE GOUVERNANCE DES EPE

Les experts du Care penchent sur la question

Introduction d'entreprises publiques en Bourse pour atteindre la taille critique nécessaire à son développement, plus de financement par le marché pour les entreprises publiques et moins de financement par le Trésor, nécessaire diversification de notre économie et amélioration de la performance des entreprises étatiques... Tous ces objectifs ramènent à la nécessité de faire évoluer la gouvernance des entreprises étatiques vers les standards internationaux.

Salah Benreguia Alger (Le Soir) - C'est en tout cas la problématique développée par les membres du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care). Organisée au Hilton d'Alger, l'édition d'hier «des matinales du Care» a vu la participation d'un nombre d'experts qui ont passé en revue les enjeux et les défis de gouvernance des entreprises étatiques et présenté les outils et référentiels de gouvernance des entreprises étatiques en vigueur. Pour les membres de ce cercle de réflexion, les entreprises publiques représentent en Algérie une part significative

de l'économie nationale, notamment au travers des entreprises du secteur énergétique (le groupe Sonatrach représente à lui seul 36% du PIB algérien), mais aussi dans les domaines du BTP, du transport et des télécommunications.

Le secteur industriel hors énergie, intégrant plus d'un millier d'entreprises qui ne représentent pour leur part que moins de 5% du PIB, mais disposent d'une infrastructure et d'un potentiel industriels conséquents qu'il convient de développer. L'ambition de l'Algérie de diversifier son économie et d'assurer un niveau de croissance significatif,

pouvant lui conférer le statut d'économie émergente engage un certain nombre de défis dont celui de la compétitivité des entreprises, aussi bien sur le marché national qu'international mais aussi celui d'avoir un nombre suffisant d'entreprises ayant une taille critique leur permettant de jouer un rôle effectif de locomotives de l'économie nationale.

De ce fait, les pouvoirs publics, conscients de l'importance et de la dimension des investissements à réaliser pour concrétiser ces ambitions, envisagent de relancer le déploiement du marché financier pour en faire un levier de mobilisation de ressources pour la croissance, et en particulier pour financer les plans de développement des entreprises publiques.

«Dans ce contexte, l'enjeu de la gouvernance d'entreprise devient primordial pour assurer une confiance des marchés et des partenaires nationaux et internationaux, dans la perspective de l'amélioration de l'attractivité du pays, du développe-

ment des IDE et de la mobilisation de l'épargne interne» souligne un expert du Care.

Pour ce dernier, il est plus que nécessaire de définir le cadre d'évolution de la gouvernance des EPE à la lumière des standards internationaux et des meilleures pratiques observées dans les pays développés et émergents en vue de traiter objectivement les facteurs exogènes et endogènes de la faible compétitivité et de la non-performance des entreprises publiques algériennes. Même son de cloche chez Ali Harbi, également membre permanent du programme de mise à niveau (EDPME). Aux yeux de cet expert, il s'agit de garantir aux entreprises publiques un cadre juridique et réglementaire efficace. «Le cadre juridique et réglementaire dans lequel les entreprises publiques exercent leurs activités doit garantir des règles du jeu équitables sur les marchés où les entreprises publiques et celles du secteur privé sont en concurrence, afin d'éviter

les distorsions du marché», explique-t-il. L'autre facteur évoqué est que «l'Etat doit se comporter en actionnaire éclairé et actif et définir une stratégie actionnariale claire et cohérente de manière à garantir que la gouvernance des entreprises publiques soit exercée de façon transparente et responsable, avec tout le professionnalisme et l'efficacité nécessaires». Faisant partie des lignes directrices en matière de gouvernance des entreprises publiques publiées par l'OCDE, le troisième point soulevé par le conférencier a trait à l'«égalité de traitement entre les actionnaires».

Sur ce point, M Harbi souligne que l'Etat et les entreprises publiques doivent reconnaître les droits de tous les actionnaires et, conformément aux principes de gouvernance d'entreprise de l'OCDE, veiller à ce qu'ils bénéficient d'un traitement équitable et d'un accès équivalent aux informations sur l'entreprise.

S. B.